

L'HON. BETTE STEPHENSON, D.M.

Ministre du Travail

**LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
DE L'ONTARIO**

Président:

THOMAS H. B. SYMONS

Membres de la Commission:

ROSALIE ABELLA  
BROMLEY ARMSTRONG  
LITA-ROSE BETCHERMAN  
VALERIE KASURAK  
N. BRUCE McLEOD

Administrateur:

ROBERT W. MCPHEE

1 West Avenue S.  
Hamilton L8N 2R9  
808 Robertson Street  
Kenora P9N 1X9  
824 King Street W.  
Kitchener N2G 1G1  
560 Wellington Street  
London N6A 3R4  
2197, promenade Riverside  
Ottawa K1H 7X3  
125 Brock Street  
Sault Ste-Marie P6A 3B6  
1538, boul. La Salle  
Sudbury P3A 1Z7  
435 James Street South  
Thunder Bay P7E 6E3  
Services for Working People  
357 College Street  
Toronto M5T 1S5  
500 Ouellette Avenue  
Windsor N9A 1B3



Commission des droits  
de l'homme de l'Ontario

400 UNIVERSITY AVE.  
TORONTO, ONTARIO  
M7A 1T7  
Téléphone 965-6841

VF ONTARIO. Min. of Labour  
Government  
Publications

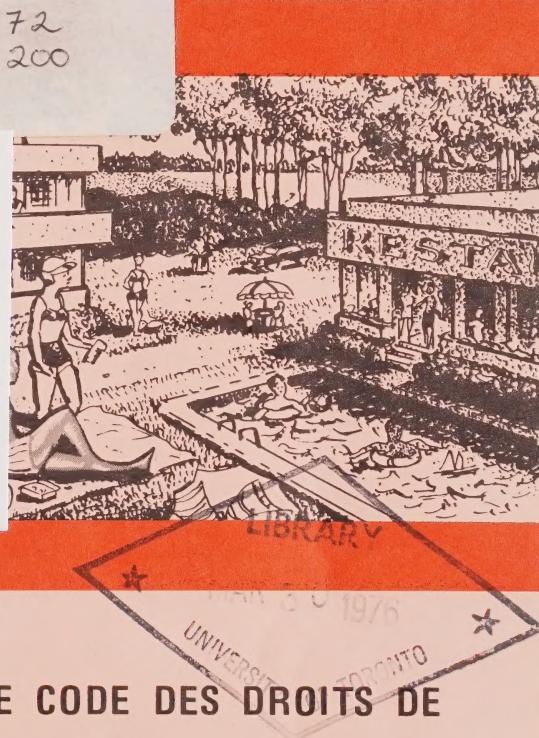
# AU SERVICE DU PUBLIC

CF20N

L72

Z200

31761 12063741 8



**LE CODE DES DROITS DE  
L'HOMME DE L'ONTARIO  
ET LE LOGEMENT DANS LES  
ÉTABLISSEMENTS PUBLICS**

## LOGEMENT OFFERT AU PUBLIC . . .

Tout établissement qui offre au public le logement et des divertissements représente un investissement considérable en temps, travail et argent. Le propriétaire qui exploite un établissement de ce genre cherche à se mériter la réputation de donner à tous ses clients ce qu'il y a de mieux et de plus courtois sous le rapport du confort et du service; il veut établir une tradition d'excellence susceptible de maintenir et d'accroître sa clientèle.

## LE CODE ET SES DISPOSITIONS . . .

Le propriétaire ou l'exploitant d'un établissement de vacances peut faire progresser son entreprise de diverses façons. De même, la loi, soucieuse de protéger le public, régit divers aspects de l'exploitation d'une entreprise. Ainsi, le Code des droits de l'homme de l'Ontario a pour objet de protéger, contre tout traitement préférentiel fondé sur la race, la croyance, la couleur, le sexe\*, l'état matrimonial, la nationalité, l'ascendance ou le lieu d'origine, le citoyen ontarien en quête d'un emploi, d'un logement ou d'une habitation.

Ce principe, appliqué aux établissements ouverts au public, veut dire que le logement, les commodités ou les services généralement mis à la disposition du public dans un endroit quelconque ne peuvent être refusés à qui que ce soit, ni faire l'objet de distinctions injustifiées, pour des motifs fondés sur la race, la croyance, la couleur, le sexe\*, l'état matrimonial, la nationalité, l'ascendance ou le lieu d'origine. La disposition que renferme le Code des droits de l'homme de l'Ontario s'applique par conséquent à tous les endroits publics, qu'il s'agisse de restaurants, d'hôtels, de lieux de villégiature, de plages, de piscines, de théâtres, de salles de quilles, de tavernes, de magasins, de salons de coiffure, etc.

\*Le Code indique que: "(Ceci) ne s'applique pas s'il s'agit d'interdire l'accès de quiconque à cause de son sexe à un logement, des services et des facilités quelconques pour des raisons de moralité publique".

## COMMENT CHOISIR VOS CLIENTS . . .

Dans le choix de ses clients immédiats et futurs, le propriétaire peut prendre en considération certaines normes telles que la tenue vestimentaire, le comportement, la solvabilité et le respect de la propriété. L'application de ces normes de sélection sans égard à la race, la croyance, la couleur, ou l'origine ethnique du client, constitue une observation suffisante du Code des droits de l'homme de l'Ontario.



Le Code n'oblige aucun propriétaire à accepter comme client quiconque ne satisfait pas aux normes raisonnables et appropriées de sélection, mais il exige que l'application de ces normes soit uniforme pour tous.

## LES CONSÉQUENCES DES JUSTES PRATIQUES . . .

Si des normes appropriées sont maintenues, il n'y a pas lieu de craindre qu'une politique et des procédés de non-discrimination éloignent le client ou provoquent quelque résistance chez l'employé.

Certains propriétaires soupçonnent à tort l'existence de préjugés. En Ontario, comme dans bien des régions où sont appliquées des lois prescrivant de justes pratiques en matière du logement destiné au public, des personnes de races, de religions et d'origines ethniques différentes travaillent ensemble, fréquentent les mêmes établissements et participent à des loisirs en commun dans un climat d'harmonie, depuis de nombreuses années. Les habitants et les visiteurs de l'Ontario ont appris à s'apprécier les uns les autres selon leurs mérites personnels.



L'expérience a démontré qu'en Ontario l'opinion publique appuie énergiquement le respect des droits de l'homme et la mise en oeuvre de justes pratiques. Les journaux et de nombreux organismes réagissent avec vigueur lorsque des cas de discrimination sont signalés; du reste, les lois dans ce domaine ont été adoptées parce que des particuliers et des groupes ont exercé auprès du gouvernement une forte pression dans ce sens. Il est également manifeste que les propriétaires ne sont nullement fondés à craindre que leur commerce ne soit défavorisé par l'application de justes méthodes dans ce secteur d'activité. Chaque fois que la Commission des droits de l'homme de l'Ontario est intervenue pour enquêter sur des plaintes concernant des lieux de villégiature ou d'autres établissements publics, — et son intervention a été heureuse dans tous les cas, — elle a prié le propriétaire en cause de l'informer des difficultés qu'il avait éprouvées par suite de l'attitude nouvelle adoptée par son établissement. En aucun cas, la Commission a-t-elle reçu quelque rapport ou témoignage indiquant que l'adoption de justes méthodes d'attribution du logement disponible avait nui à un établissement quelconque.

## LA VARIÉTÉ ENGENDRE L'INTÉRÊT . . .

La réussite d'une entreprise dépend essentiellement des clients, anciens et nouveaux, qui, par l'usage approprié qu'ils font des commodités mises à leur disposition et par l'empressement avec lequel ils règlent leurs comptes, manifestent, année après année, l'appréciation des services qu'on leur a rendus.

Au fait, plusieurs propriétaires d'établissement touristiques constatent qu'il y a avantage à recevoir une clientèle "mixte": des gens de provenances diverses, dont les antécédents n'ont rien de commun, constituent souvent une attrayante mosaïque propre à attirer estivants et vacanciers.

En outre, une clientèle ainsi répartie fournit, pour l'exploitation de toute entreprise, une base économique plus solide, assurant au propriétaire un cercle toujours plus étendu de clients et de connaissances.



## QUE POUVEZ-VOUS FAIRE?

Certaines initiatives vous permettront, en qualité de propriétaires d'établissements hôteliers ou touristiques, d'assurer au public que vous respectez les principes du Code des droits de l'homme de l'Ontario et de faire progresser dans notre province la cause des droits de l'homme.

1

Ainsi, vous pouvez afficher bien en vue dans votre établissement la carte intitulée "Déclaration de la Politique de la Direction", qui attestera que votre établissement est exploité conformément aux prescriptions du Code et que vous y accueillez tous les gens, indépendamment de leur race, de leur couleur, de leur religion ou de leur nationalité. Plusieurs propriétaires d'hôtels et de lieux de villégiature ont affiché ces cartes dans chaque chambre et chaque cabine.

2

Vous pouvez insérer, dans vos annonces et dans votre documentation publicitaire, une déclaration attestant qu'on observe dans votre établissement les prescriptions du Code des droits de l'homme de l'Ontario et que tous y sont l'objet du même accueil sans distinction de race, de couleur, de religion ou de nationalité.

3

Vous pouvez vous assurer que tous vos employés connaissent les principes du Code des droits de l'homme de l'Ontario et savent que votre établissement doit s'y conformer et accueillir avec une égale bienveillance tous ceux qui veulent y loger.

## POUR DE PLUS AMPLES RENSEIGNEMENTS . . .

Vous pouvez obtenir des exemplaires du Code des droits de l'homme de l'Ontario ainsi que des publications exposant comment la Commission des droits de l'homme de l'Ontario aide à appliquer le Code et à disposer des plaintes. La Commission est toujours prête à discuter de cas ou de problèmes particuliers qu'ont à résoudre les propriétaires d'hôtels ou d'établissements de villégiature. Vous êtes prié d'écrire à ce sujet à la Commission, à l'une des adresses figurant à la page suivante.